

LES SALAIRES ET LE SOUTIEN DES PRIX PAS CONCERNÉS

Djoudi veut plafonner les dépenses

Favorable au plafonnement des dépenses de fonctionnement, Karim Djoudi en exclut néanmoins les salaires, les transferts sociaux et le soutien des prix des produits et services.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - La tendance à la baisse des prix du pétrole qui est observée depuis deux mois «nous inquiète», constate le ministre des Finances qui était, hier matin, l'invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale.

Certes, cette tendance baissière «n'est pas source de mises en difficulté de nos équilibres externes et internes», dira Karim Djoudi, arguant de l'existence de capacités financières considérables et en précisant que les dépenses effectives sont basées en fin d'exercice sur un prix de 75 dollars et que les recettes non pétrolières évoluent annuellement de près de 20%, tirées par la demande publique et la croissance hors hydrocarbures.

Néanmoins, cette tendance à la baisse implique «d'avoir de la prudence en matière de conduite de nos affaires économiques» et d'être prêts à apporter des correctifs», affirme le premier argentier du pays, réfractaire, cependant, à ce qu'une situation conjoncturelle «dicte» les actions structurelles, en matière d'investissement.

Comme Karim Djoudi précisera que les réserves de change, les disponibilités du Fonds de régulation des recettes et les capacités d'endettement sont «des éléments d'ajustement à utiliser en dernière instance». Et d'expliquer cette prudence, qu'il prône davantage que la rigueur, en tant qu'«élément de gestion active de notre politique économique et financière pour anticiper des phénomènes susceptibles de gêner nos équilibres internes et externes».

Dans ce cadre, Karim Djoudi précise qu'«il est difficile d'envisager de réduire la dépense d'investissement» qui «génère de la croissance, des emplois et des revenus» et dans la mesure où 83% des crédits pour la réalisation du programme d'équipement 2010-2014 ont été déjà notifiés. Il s'agira, toutefois, d'apprécier les programmes neufs en fonction de leur maturité et des capacités financières disponibles, fait-il remarquer.

Et dans le contexte où la dépense publique constitue le «moteur» de la croissance économique, dira-



Les augmentations salariales, cause de l'inflation, selon Djoudi.

t-il, par ailleurs. Mais la prudence budgétaire concernera davantage les dépenses de fonctionnement selon le ministre des Finances, favorable à ce que ces dépenses soient limitées. «Nous souhaitons plafonner cette dépense de fonctionnement, tout en considérant qu'un certain nombre de dépenses viendront s'ajouter au seuil actuel», relève-t-il.

Pourtant, Karim Djoudi exclut les dépenses salariales, les transferts sociaux et le soutien des produits alimentaires de large consommation et des services de toute réduction.

Ainsi, les prix du lait, des blés, l'huile et le sucre continueront d'être soutenus. Il s'agit plutôt de rationaliser les dépenses courantes, de «ramener» la dépense

des rappels au titre du régime indemnitaire et des statuts particuliers à «un niveau plus acceptable», relève le ministre des Finances.

«Tout ce qui concerne la rationalité en termes de dépense de fonctionnement a déjà été touché dans les exercices antérieurs. Elle le sera aussi pour qu'il y ait plus de rigueur», indique l'invité de la Chaîne III. Et de préciser qu'«en tout état de cause, c'est une dépense qui est récurrente et nous allons réduire cette dépense. Nous allons ramener cette dépense à un niveau acceptable».

A ce propos, Karim Djoudi indique que les revalorisations salariales concédées ont représenté une charge budgétaire de l'ordre de 2 800 milliards de dinars (près de 40 milliards de dollars).

Des augmentations salariales qui expliquent, selon Karim Djoudi, la montée de l'inflation qui a atteint, en mai dernier, un pic de 6,9% et que la hausse de la consommation interne a également stimulée. Et d'autant que ces augmentations ont notamment servi à l'achat de véhicules de tourisme, sans effet sur l'inflation même si «c'est de la destruction du dinar», relève Karim Djoudi.

C. B.

SECTEUR DES ASSURANCES

Le mouvement de grève gelé

Des tractations de dernière minute entre la Coordination des syndicats des assurances, affiliée à la Fédération des banques et assurances, sous l'égide de l'UGTA, ont conduit au gel du mouvement de grève dans le secteur des assurances. La décision a été prise ce week-end suite à un accord entre les deux parties.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Selon des sources informées, cet accord stipule «l'ouverture des négociations à même de permettre aux deux parties de relancer de nouveau les discussions».

Pour rappel, les syndicalistes du secteur des assurances avaient brandi la menace d'une grève générale dans le secteur. Une menace mise en évidence par les conseils syndicaux des entreprises du secteur des assurances suite au «refus de la tutelle d'engager un débat autour de la question salariale».

A l'origine de cette montée au créneau des représentants des travailleurs, la «fin de non-recevoir des gestionnaires des différentes compagnies d'assurances affiliées à l'UAR de donner



Un délai d'une semaine a été accordé aux employeurs pour reprendre les négociations.

une suite favorable à la plate-forme de revendications transmise à l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR)».

La plate-forme de revendications porte, notamment, selon des sources proches de la Coordination syndicale du secteur des assurances, sur la révision du régime salarial et du régime indemnitaire. «Elle a été remise en mains propres au président de l'UAR en janvier dernier, mais celui-ci n'a pas daigné donner suite à nos doléances.»

Pour sa part, la Fédération nationale des travailleurs des banques et assurances (FNTBA), affiliée à l'UGTA, n'a pas manqué d'apporter son soutien aux travailleurs du

secteur des assurances. Dans un communiqué rendu public vendredi, la fédération explique que ce mouvement de protestation se veut une «première action contre la politique d'exclusion pratiquée au sein de la corporation».

«Un salaire fixe et respectable est notre principale revendication, mais devant l'intransigeance du P-dg de l'UAR, nous sommes obligés de recourir à cette grève», explique un membre de la Fédération.

Cette action, selon le communiqué de la Fédération des travailleurs des banques et assurances, est motivée par le refus des principaux responsables des sociétés membres de l'UAR (Caar, Caat, SGCI, SAA,

CCR, Cagex) de rejoindre à la table des négociations les représentants des travailleurs. Ces derniers, structurés dans neuf conseils syndicaux de neuf entreprises d'assurances et affiliés à la Fédération des travailleurs des secteurs des banques et assurances, se sont réunis le 20 juin dernier au siège de ladite fédération et ont accordé un délai d'une semaine aux employeurs pour reprendre les négociations.

La FNTBA demande aussi aux travailleurs du secteur de «rester vigilants, unis, solidaires et mobilisés derrière cette action qui tend à réaliser les attentes des travailleurs».

A. B.

HYDROCARBURES
Attar préconise une réduction de la production

La production d'hydrocarbures en Algérie doit être réduite, selon Abdelmadjid Attar, ancien P-dg de Sonatrach.

Intervenant samedi dernier lors d'une rencontre consacrée à la célébration du cinquantenaire de l'indépendance, organisée par le cabinet de consulting stratégique Emery, M. Attar a estimé qu'il «faut réduire la production pétrolière et gazière d'au moins 5%».

Selon cet expert en énergie, cette option s'avère opportune dans la mesure où les réserves d'hydrocarbures ont été consommées «à 50%» durant les décades écoulées, la dépendance de l'économie nationale de la «rente» ne peut continuer et le risque de basculement vers l'économie d'importation d'énergie n'est pas à écarter. Toutefois, cette option de réduction qui ne correspond pas à la rhétorique gouvernementale actuelle soucieuse davantage d'intensifier l'effort d'exploration et de production, implique cependant de mettre en place réellement une stratégie de diversification économique.

Auparavant, et en marge de cette rencontre, Abdelmadjid Attar s'est voulu prudent sur la conjoncture pétrolière actuelle.

Selon l'ancien P-dg de Sonatrach, le niveau actuel des prix du pétrole quoique en baisse n'est «pas alarmant» dans la mesure où l'Algérie dispose de ressources financières garantes.

Néanmoins, l'incertitude quant à la relance de l'économie mondiale et l'excès d'offre pétrolière, notamment de la part de l'Arabie saoudite, deux facteurs expliquant la baisse des cours, ne permettent pas d'avoir une visibilité claire. Voire, la tendance baissière des cours risque de se poursuivre, ce qui implique pour l'Algérie, le cas échéant, une gestion financière rationnelle et rationalisée.

Un point de vue qu'appuie un ancien cadre de Sonatrach, Abdelhamid Kara, hôte également de cette rencontre et qui appelle à réorienter l'utilisation de la manne pétrolière sur le moyen et le long terme.

Autre intervenant, l'ancien président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Omar Ramdane, estime urgent de «préparer dès maintenant le monde de l'entreprise à prendre le relais», au-delà du lancement d'un programme de développement des énergies renouvelables et des gaz non conventionnels.

C. B.